

Domaine Droit, économie, gestion Mention

Administration et liquidation d'entreprises en difficulté

Parcours type Entreprises en difficulté

RNCP30876 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128g
Code(s) ROME	K1901, K1902, K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/08/2021

Certificateur(s)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE · SIRET : 11004401300040

UNIVERSITE D'AIX MARSEILLE · SIRET : 13001533200013

UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE · SIRET : 19751717000019

UNIVERSITE LYON 3 JEAN MOULIN · SIRET : 19692437700282

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Le master Administration et liquidation des entreprises en difficulté a vocation à former des administrateurs et des mandataires judiciaires aptes à résoudre les difficultés des entreprises dans un cadre amiable ou judiciaire. Il permet d'acquérir une double compétence opérationnelle en droit et en gestion et donc de former des juristes d'affaires polyvalents de très haut niveau susceptibles de s'insérer dans l'ensemble des secteurs de la vie des affaires qui réclame des professionnels capables d'analyser et de résoudre les difficultés juridiques, économiques et financières des entreprises.

Le titulaire du diplôme est également susceptible d'exercer une activité de juriste d'entreprise ou de banque, au sein d'un cabinet d'expertise comptable ou la profession d'avocat spécialisé en procédures collectives.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Le master Administration et liquidation des entreprises en difficulté doit permettre d'acquérir les compétences nécessaires à l'exercice des métiers d'administrateur et de mandataire judiciaire conformément à l'annexe de l'arrêté du 7 mars 2017 relatif à l'accès aux professions d'administrateur judiciaire et de mandataire judiciaire (NOR : JUSC1706435A) :

- s'approprier et mettre en œuvre les règles déontologiques des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires,
- mettre en œuvre des actions de prévention des entreprises en difficulté,
- reconstituer le bilan de l'entreprise,
- évaluer la situation de l'entreprise et établir un diagnostic dans le domaine économique, social, juridique, comptable,
- concevoir et conduire un projet de restructuration,

- accompagner un débiteur dans la mise en œuvre de la restructuration de l'entreprise,
- gérer l'entreprise en difficulté,
- liquider une entreprise,
- interagir avec les acteurs et parties des procédures collectives,
- gérer ou organiser une structure individuelle ou collective,
- exercer les missions d'administrateur judiciaire et de mandataire judiciaire dans un contexte international.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Mandat de justice (administrateur judiciaire, mandataire judiciaire)

Banques et sociétés financières

Cabinets d'expertise comptable

Services juridiques et contentieux des banques et des établissements de crédit

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Carrières ou fonctions judiciaires :
- avocats d'affaires spécialisés, juges consulaires, huissiers de justice, clerks d'administrateur ou de mandataire judiciaire, clerks d'avocat, clerks de notaires, clerks d'huissier...)
- administrateur ou mandataire judiciaire (sous condition de suivi d'un stage de trente mois après la formation)
- Carrières dans les métiers du chiffre (expert-judiciaire, expert financier, expert en diagnostic, expert-comptable, commissaire aux comptes, comptable, contrôleur de gestion, fiscaliste, analyste crédit et risque bancaire, ...)
- Carrières dans l'entreprise (juriste d'entreprise, cadre administratif, juriste de banque de dépôt ou de banque d'affaires ou de banque judiciaire, juriste aux « affaires spéciales » des établissements de crédit, juriste droit social, juriste dans l'économie sociale et solidaire...)

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 462 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	4 050
Jugés difficiles à recruter	41 %
Emplois saisonniers	5 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats P3X90 — Professionnels du droit

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Jury composé d'enseignants

COMPOSITION DU JURY — VAE

Jury composé d'enseignants et de professionnels conformément aux textes

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/08/2021

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/30876/>